



MAROC et SAHARA OCCIDENTAL

PRESENTATION

Le présent rapport fait partie d'une étude plus large en deux parties sur **la liberté de réunion dans la région Euro-Méditerranéenne**.

Après une présentation des normes internationales relatives à la liberté de réunion, la première partie examine les cadres juridiques et leur conformité avec les normes internationales des droits de l'Homme dans 11 pays de la Méditerranée et l'Union européenne. La deuxième partie examine l'application des lois et l'exercice de la liberté de réunion et de manifestation dans la pratique.

Afin d'évaluer la conformité des législations nationales avec les normes internationales relatives à l'exercice de la liberté de réunion, des indicateurs objectifs ont été utilisés comme référence tout au long de cette étude. Une approche sensible au genre a été incorporée afin de déterminer si les femmes jouissent de la liberté de réunion dans la même mesure que les hommes, ou si elles sont confrontées à des restrictions spécifiques.

Cette étude a été menée en concertation avec les membres du Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH), qui regroupe 80 organisations et institutions de défense des droits de l'Homme basées dans 30 pays. Elle reflète donc la contribution active des membres du Groupe de Travail du REMDH sur la liberté d'association et de réunion, ainsi que d'autres organisations de la société civile et experts.

L'objectif de cet état des lieux régional est de fournir aux défenseurs des droits de l'Homme et organisations de la société civile, aux organisations internationales et aux institutions étatiques, une analyse qui leur permette de comparer les lois et politiques de leur pays à celles d'autres pays et d'évaluer leur conformité avec les conventions internationales, afin de plaider pour les réformes pertinentes et contribuer à améliorer la situation de la liberté de réunion dans les pays de la zone Euro-Méditerranéenne.

Les chapitres sont également disponibles séparément: Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc et Sahara Occidental, Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie, et l'Union Européenne.

Introduction

Dans un contexte politique marqué par un processus de réforme inachevé, les mouvements sociaux n'ont pas faibli ces dernières années. L'ensemble des régions du Maroc a connu durant l'année 2013 et le début 2014 de nombreuses manifestations, sit-in, marches et rassemblements pacifiques organisés par différents collectifs. Selon une étude réalisée par le Forum des Alternatives¹ 17 000 sit-in ont été recensés en 2012, sans compter les manifestations et rassemblements du mouvement du 20 Février (M20F), auxquelles ont participé 320 000 personnes. Pour la plupart ces rassemblements ne sont convoqués ni par des partis politiques, ni par des syndicats, ni par des organisations formellement constituées.

Le M20F a perdu une grande partie de son élan mais a contribué à activer une dynamique de mobilisation importante dans tout le territoire. La liste des collectifs qui se sont mobilisés pour revendiquer leurs droits est longue: les diplômés chômeurs, les mouvements liés au manque d'infrastructures de base et aux conditions de vie, des femmes victimes du système du micro-crédit, les femmes soulaliyates (de tribus vivant sur des terres collectives selon le droit coutumier), les migrants subsahariens, les élèves et professeurs de l'éducation secondaire, les syndicats, les avocats, les juges, les défenseurs des droits humains etc.

Face à ces rassemblements, l'attitude des autorités a oscillé entre la répression et la tolérance. L'observation du comportement des forces de sécurité face à cette grande diversité d'expression de mécontentement indique une reprise en main de la part du régime des espaces concédés à partir de 2011². Les « lignes rouges » concernant les questions sensibles comme la monarchie, l'intégrité territoriale du Maroc et l'Islam limitent toujours l'exercice des libertés de réunion et d'expression.

1. Restrictions imposées au droit de réunion

L'article 29 de la Constitution de 2011 garantit les libertés de réunion et d'association sans discrimination. Cependant, la réforme de la Constitution n'a pas été suivie par l'adoption de lois organiques pour mettre en œuvre ses dispositions, et les lois répressives n'ont pas encore été révisées.

Certaines organisations sont toujours interdites ou de fait privées de statut légal, ce qui limite directement leur capacité d'organiser des réunions publiques ou d'appeler à manifester, dans la mesure où la loi ne reconnaît ce droit qu'aux organisations juridiquement constituées³. Nombre d'acteurs se voient donc privés de ce droit, comme l'Association nationale des diplômés chômeurs au Maroc (ANDCM) créée en 1991, ATTAC CADTM MAROC⁴, plusieurs sections de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), de la Ligue marocaine de défense des droits de l'Homme (LMDDH), de l'Instance marocaine des droits humains (IMDH)⁵, ou des organisations qui travaillent avec des collectifs de migrants comme le groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (GADEM).

Une autre pratique arbitraire dénoncée consiste à mettre sous scellés des domiciles privés au motif qu'ils auraient été utilisés pour y tenir des réunions « non autorisées ». C'est le cas de domiciles appartenant à deux membres du mouvement islamiste Al Adl Wal Ihsan (Justice et bienfaisance) ; son nouveau leader, Mohamed Abbadi, et un autre membre du mouvement⁶.

1 Etude du Forum Alternatives Maroc, *Libertés de rassemblement et de manifestation au Maroc*, Abderrahmane Rachik, 30 avril 2014 et entretien avec Kamel Lahbib, Forum des Alternatives, 12 mars 2014.

2 Entretien avec Said Tbel, Espace Associatif, 6 mars 2014 et Salahedine Lemaizi, ATTAC Maroc, 15 mars 2014.

3 Voir REMDH, *Etude régionale : Le droit à la liberté de réunion dans la région Euro-méditerranéenne, Partie I : Cadre législatif*, novembre 2013, <http://www.euromedrights.org/fra/2013/11/27/le-droit-a-la-liberte-de-reunion-dans-la-region-euro-mediterraneeenne/>

4 Communiqué ATTAC-Maroc, 11 février 2014: ATTAC CADTM MAROC n'a toujours pas obtenu son récépissé. Les autorités de Rabat ont décidé en février de faire appel contre le verdict du Tribunal administratif de Rabat accordant à cette organisation son droit d'exercer légalement.

5 Ces trois organisations ont tenu des conférences de presse pour mettre au clair les violations dont elles sont victimes : AMDH, 20 mars 2014, http://www.amdh.org.ma/fr/communiques/declaration_presse_fr ; IMDH, 17 Avril 2014, <http://instance-mdh.org/categories1.html>

6 Human Rights Watch, 9 juillet 2013, <http://www.hrw.org/fr/news/2013/07/09/maroc-il-faut-cesser-de-mettre-des-maisons-sous-scelles-pour-punir-des-militants>

Les organisations non reconnues ont des difficultés pour louer des salles ou des locaux pour leurs activités et leurs réunions et elles doivent avoir recours au soutien d'autres organisations pour pouvoir exercer ce droit. En février 2014, la troisième édition du Festival de Résistance Alternative, un événement culturel qui devait se tenir dans les anciens abattoirs de Casablanca, a été interdite⁷.

Dans la pratique, de nombreux collectifs ne suivent pas la procédure légale établie pour les rassemblements dans un espace public⁸. Dans certains cas, des collectifs ont reçu des interdictions alors même qu'ils n'avaient pas suivi la démarche administrative de notification⁹.

Il est important de noter que la jurisprudence marocaine exempte les sit-in de l'obligation de déclaration – tribunal de 1^{ère} instance d'El Jadida (1996) et de Rabat (2000), tribunal administratif d'Oujda, cour d'appel administrative de Marrakech (2007).

L'administration a le pouvoir discrétionnaire d'interdire une réunion ou manifestation si elle considère qu'elle peut troubler la sécurité publique, sans devoir justifier sa décision d'interdiction¹⁰. De nombreux cas d'interdiction de manifestations pacifiques ont été constatés par les organisations des droits humains, et le caractère illégal du rassemblement est l'argument le plus souvent utilisé par les autorités pour les disperser : interdiction et répression du sit-in d'Imzouren les 8 juillet et 15 décembre 2013, interdictions pour certaines organisations de tenir leur assemblée générale ou autres réunions (section locale de l'AMDH à Midlet le 23 février 2014; conférence sur les droits de l'Homme de l'AMDH à Tétouan le 21 juillet 2012; interdiction à l'AMDH d'organiser un sit-in à Fez le 7 mars 2014 à l'occasion de la journée de la femme; dispersion du sit-in de l'AMDH pour la journée mondiale de la femme à Eljadida le 8 mars 2014 durant laquelle plusieurs femmes militantes ont été agressées).

Les rassemblements organisés pour la commémoration du troisième anniversaire du 20 février ont été interdits ou brutalement dispersés dans plusieurs localités. À El Jaddida, la commémoration n'a pas pu avoir lieu étant donné que les participants ont été encerclés par les forces de police et n'ont pas pu atteindre le lieu où le rassemblement était prévu. C'est aussi le cas de Tanger où les manifestants ont dû modifier l'emplacement de leur rassemblement et se sont finalement réunis à Beni Makada. À Nador et Al Hoceima, les rassemblements ont aussi été empêchés ou dispersés dès le départ.

Dans certaines régions comme dans le Rif (Nord), depuis juin 2012 la plupart des manifestations, sit-in, marches ou rassemblements ont été interdits. Les associations, comme le Forum des Femmes, qui ont organisé les manifestations du 8 mars de 2013 et 2014 ont dû donner des explications aux autorités sur les slogans et banderoles qui allaient être utilisés¹¹.

Participation des femmes dans les rassemblements publics

Il n'y a pas d'obstacle spécifique qui limite la participation des femmes aux réunions et rassemblements publics si ce n'est ceux liés aux valeurs socio-culturelles qui limitent en général leur participation à la vie publique. Dans les régions plus traditionnelles ou conservatrices, les femmes restent en retrait. Mais ce n'est pas le cas pour les mouvements comme celui du M20F où les femmes étaient en première ligne, même si elles n'étaient pas majoritaires. Elles ont néanmoins subi beaucoup de pressions et

7 La Fabrique Culturelle, *Maroc : ces artistes qui dérangent*, 26 août 2013, <http://www.abattoirs-casablanca.org/node/258> et communiqué de presse du Festival de Résistance et d'Alternatives, 18 février 2014, <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=685615244812848&set=a.330275367013506.73725.328988513808858&type=1&theater>

8 Voir CNDH, *Rapport Annuel 2008*,

http://www.cndh.ma/sites/default/files/documents/Rapport_CCDH_2008_V_francais.pdf

9 Depuis 2011, des collectifs qui ont appelé à manifester sur les réseaux sociaux ont reçu par courrier des interdictions de manifester.

10 Selon l'article 13 de la loi 12/0 de 1976.

11 Entretien avec Zohra Koubia, AFFA-Forum des femmes, 19 mars 2014.



ont dû lutter pour que les revendications sur l'égalité figurent aux côtés des demandes de dignité, liberté et justice sociale. Le quatrième pilier relatif à l'égalité n'a été intégré qu'au bout d'un an¹².

Depuis les années 90, les femmes marocaines occupent avec succès l'espace public pour revendiquer leurs droits: campagne pour la réforme de la Moudawana en 1992-1993, marches de Rabat et de Casablanca en mars 2000... De nouvelles coalitions se sont formées comme le Printemps féminin de la démocratie et l'égalité ou la Coalition civile pour l'application de l'article 19 qui revendique l'application des dispositions constitutionnelles permettant de lutter contre les inégalités, discriminations et violences dont sont victimes les femmes marocaines.

Protection des journalistes

Le comportement des forces de l'ordre vis-à-vis des journalistes diffère en fonction de l'intention ou non d'utiliser la force pour dissoudre la manifestation. Quand il y a usage de la force, les journalistes sont éloignés et privés d'accès, leurs appareils parfois cassés ou confisqués¹³. On peut signaler le cas d'Omar Brousky, journaliste de l'Agence France Presse (AFP), qui a été agressé alors qu'il couvrait une manifestation du M20F en octobre 2012 contre la cérémonie d'allégeance au roi. Il s'est vu ensuite retirer son accréditation¹⁴. Le rapport 2013 du Syndicat national de la presse marocaine (SNPM) sur l'état de la liberté de la presse et de l'information au Maroc indique que, pour la période comprise entre mai 2012 et mars 2013, il y a eu une hausse des agressions contre les journalistes et ceci en l'absence de mécanismes de protection juridiques, administratifs ou professionnels¹⁵.

2. Facilitation du droit de réunion par les autorités

Le comportement des forces de sécurité varie de la non-interférence à la dissolution avec usage excessif de la force. Selon l'étude réalisée par le Forum des Alternatives Maroc (FMAS)¹⁶, la majorité des manifestations sont tolérées et se déroulent sans intervention des forces de sécurité. On peut donc dire que les autorités satisfont au minimum de la facilitation du droit de réunion et manifestation.

Néanmoins, les rassemblements qui remettent en cause les « constantes du royaume » ou, en d'autres termes, dépassent les « lignes rouges », font l'objet de répression. Celle-ci se base donc sur le contenu ou message de la manifestation.

Ceci est un manquement aux obligations internationales du Maroc, puisque « [t]oute restriction imposée quant au message que les organisateurs et les participants souhaitent transmettre, en particulier s'il s'agit d'un message de critique envers la politique gouvernementale, devrait être proscrite, à moins que ce message ne constitue 'une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence', conformément à l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) »¹⁷.

12 Entretien avec Nidal Salam Hamdach, AMDH, Rabat, 24 mars 2014.

13 Entretiens avec Mustapha Hattab, Observatoire des Libertés Publiques (FMAS) 24 mars 2014 et avec Abdelsalam Lassal, AMDH, 26 février 2014.

14 Human Rights Watch, 22 octobre 2012, <http://www.hrw.org/fr/news/2012/10/22/maroc-l-accr-ditation-d-un-journaliste-de-l-afp-doit-tre-r-tablie>

15 Les principales agressions dénoncées par le Syndicat: juillet 2012, Youssef Jouhari, correspondant d'Assabah à Tétouan; 8 août 2012, Wahid Moubarak, journaliste d'Al Ithihad; octobre 2012, l'équipe d'Al Ahdath agressée lors d'un sit-in des greffiers; 13 novembre 2012, Mouss Oulahssan (Al Ahdath), Mohamed Mouânis, Mourad Bourja (AIC) et Mohamed Jarfi (Assabah) agressés lors d'un sit-in du M20F à Casablanca; 12 février 2013, Boujemla, journaliste à Al Moutaâtaf à Salé; 16 mars 2013, Nbark Amrou, journaliste à Attajdid à Rabat; 20 mars 2013, Mohamed Belkacem, journaliste à Attajdid à Rabat; mai 2013, Hanane Nabli, journaliste à Al Michaâl, http://www.snpm.org/document_open.php?id=611&fid_rubrique=3&fid_cat=22

16 Op.cit.

17 CDH, *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association*, A/HRC/23/39, 24 avril 2013, para. http://ap.ohchr.org/documents/dpage_f.aspx?m=189

Encadrement des manifestations par les organisations

Dans le cas des manifestations organisées par des groupes, légalement constitués ou non, les services d'ordre des organisations encadrent les manifestations. Dans le cas des manifestations autorisées, les organisateurs sont d'ailleurs responsables selon la loi¹⁸, ce qui pose problème car la responsabilité première de protection repose sur l'Etat et non sur les citoyens, qui ne devraient jamais être rendus responsables des actes commis par autrui¹⁹.

3. Recours à la force et à la détention

En général, plusieurs forces de sécurité interviennent pour disperser les manifestations : les forces de police, les forces auxiliaires ou la gendarmerie dans les zones rurales.

Les différents rapports et communiqués de l'AMDH²⁰ indiquent que les forces de l'ordre utilisent des gourdins et des matraques pour réprimer les manifestations.

Le motif sous-jacent de la dispersion de rassemblements semble être généralement le message véhiculé par les manifestants, même si dans ces cas-là les autorités invoquent l'illégalité de la manifestation ou le risque d'atteinte à l'ordre public pour justifier la dispersion. L'usage de la force ne se fait pas en dernier recours mais systématiquement comme l'instrument de la dispersion, souvent sans avertissement préalable, en violation des procédures légales. La force employée ne respecte pas toujours le critère de proportionnalité, portant atteinte à l'intégrité physique des manifestants, mais aussi parfois des passants, observateurs, ou journalistes.

Quelques exemples sont illustratifs. Le sit-in du 2 août 2013 organisé à Rabat pour protester contre la grâce royale accordée à Daniel Galván (condamné pour le viol de 11 enfants à Kenitra) a fait l'objet d'une intervention musclée, qui s'est soldée par des dizaines de blessés et des détenus violentés dans les voitures de police.

La répression des marches pour le troisième anniversaire du mouvement M20F en février 2014 à Tiznit (à 100km d'Agadir) a fait une dizaine de blessés²¹. Les membres du M20F sont parfois directement ciblés par la police, comme lors de la manifestation syndicale du 6 avril 2014 à Casablanca, où seul le petit groupe de jeunes militants a été l'objet d'une attaque brutale puis d'arrestations²².

Bien qu'il n'y ait pas de harcèlement spécifique visant les femmes dans le contexte de manifestations, elles ont été parfois victimes de violence, insultées et humiliées par les forces de l'ordre. Certaines agressions ont même entraîné des blessures graves²³.

Les témoignages recueillis semblent indiquer que, depuis deux ans, le recours à la force contre les manifestations et les détentions se sont multipliés, surtout certains collectifs comme les cadres

18 CNDH, *Rapport Annuel 2008*,

http://www.cndh.ma/sites/default/files/documents/Rapport_CCDH_2008_V_francais.pdf

19 Voir la première partie de l'Étude du REMDH *La liberté de réunion dans la région euro-méditerranéenne : cadre législatif*, 2013, http://www.euromedrights.org/fra/wp-content/uploads/2013/11/FOA2013_FR_MAROC1.pdf

20 AMDH, *Rapport Annuel 2012*.

21 Abdeslam Lassal, AMDH, entretien 26 février 2014.

22 Onze membres ont été arrêtés: Amine Lekbabi, Hamza Haddi, Ayoub Boudad, Yousef Bouhlal, Hakim Sarrokh, Harraq Mohamed, Fouad Al- Baz A'aras Mustafa, Abdellatif Essarsri, Abdelghani Zaghmoun et Hamid Alla, neuf parmi eux sont référés, en état de détention, devant le tribunal de première instance de Aïn Sebaâ, à Casablanca.

23 C'est le cas d'activistes du mouvement des diplômés chômeurs dont l'une a fait une fausse couche après avoir été brutalisée.

supérieurs au chômage qui luttent pour leur droit au travail²⁴, les membres de l'ANDCM²⁵, les étudiants de l'UNEM ou les militants du M20F.

4. Responsabilité des forces de l'ordre

Les manifestants victimes de violences n'ont en général pas un accès facile aux tribunaux. Lors d'une plainte, la procédure exige une expertise réalisée par des médecins et la plupart des demandes faites par les avocats sont refusées²⁶. En général, aucune suite n'a été donnée aux plaintes déposées. La Coalition des organisations des droits humains a déposé une plainte pour les agressions subies par les manifestants le 2 août 2013. La question a été soulevée devant le Parlement et le ministre de l'Intérieur a déclaré qu'il ferait le nécessaire mais aucun résultat n'a été obtenu jusqu'à présent²⁷.

5. Sanctions judiciaires contre les organisateurs et les participants

Lors de la dispersion forcée de manifestations, les forces de l'ordre procèdent souvent à des arrestations puis libèrent les détenus dans les heures qui suivent. Il s'agit donc avant tout de mesures d'intimidation. Cependant, de nombreux cas ont donné lieu à des poursuites judiciaires pour des chefs d'accusation comme: agression de fonctionnaires, destruction de biens publics, trafic de drogues ou atteinte à la sécurité de l'État. Des mauvais traitements ont été signalés et des cas de tortures ont aussi été dénoncés²⁸.

De nombreux étudiants de l'UNEM, à l'origine de manifestations dénonçant le manque de moyens des universités, ont fait l'objet d'arrestations²⁹. Des syndicalistes, des activistes du M20F, des défenseurs des droits humains, des détenus de la « lutte anti-terroriste » et des activistes sahraouis sont détenus, sans que le Maroc ne leur reconnaisse le statut de prisonniers d'opinion. Certains sont poursuivis sous des chefs d'accusation de droit commun³⁰ afin de dissimuler la nature politique de leurs procès. Les prisonniers politiques recensés par les organisations de droits humains seraient au nombre de 288 dont 208 purgent une peine d'emprisonnement et 80 sont en attente, soit en état d'arrestation, soit en liberté provisoire³¹.

Certains procès ne satisfont clairement pas les garanties d'un procès équitable. Dans le cas des militants du M20F détenus le 6 avril 2014, les condamnations ont été prononcées uniquement sur la base des procès-verbaux de la police les incriminant pour violence contre agents. Les 9 militants qui ont refusé de signer ces procès-verbaux ont été condamnés par le Tribunal correctionnel de Ain Sebaa le 22 mai à des peines allant jusqu'à un an de prison ferme pour violence envers agent et organisation d'une manifestation non déclarée, alors même que la manifestation avait été déclarée par les syndicats et facilitée par les autorités³². Plusieurs violations du code de procédure pénale et des droits de la défense ont marqué leur procès³³.

6. Initiatives de la société civile et bonnes pratiques

Le droit de réunion est au cœur des stratégies de défense des droits humains et l'occupation de l'espace public par les citoyens a connu une augmentation exponentielle depuis 2011.

24 20 cadres ont été arrêtés lors de manifestations pacifiques à Rabat en avril 2014, et sont actuellement détenus.

25 Entretien avec Majdi Abdallah (ANDCM). Ce mouvement n'a pas de reconnaissance légale et est présent dans tout le Maroc.

26 Entretien avec Benzekri Abdelkhalek, AMDH, 14 mars 2014.

27 Entretien avec Khadija Ryadi, AMDH, 18 mars 2014.

28 Rapport de l'AMDH sur les détentions arbitraires, <http://www.amdh.org.ma/fr>. Ce rapport signale le cas de Fouad Belbel, secrétaire général de la section de l'AMDH de Tiflet arrêté le 10 décembre 2013 suite à son soutien aux manifestations pacifiques des citoyens pour un habitat salubre, torturé et accusé d'avoir violenté un officier de police.

29 Des étudiants de Kénitra accusés d'avoir porté atteinte aux forces de l'ordre ont été condamnés en première instance à 8 mois de prison ferme le 20 janvier 2014. À Fès, douze militant(e)s de l'UNEM, ont été condamnés le 21 avril à 4 mois de prison ferme. À Meknès, cinq militants ont été arrêtés le 17 décembre 2012 et gardés en détention jusqu'au 12 mai 2014, quand l'un a été condamné à six mois de prison et les quatre autres à trois ans.

30 Exemple de Driss Moukaneh du mouvement du 20 Février, marchand ambulant accusé de trafic de drogues et condamné à un an de prison ferme.

31 Voir AMDH, *Point hebdomadaire* n°57, 14 mars 2014, <http://amdhparis.org/wordpress/?p=1081> et ASDHOM, *Liste des prisonniers politiques et leurs groupes*, 13 mars 2014, http://asdhom.org/?page_id=838

32 Voir REMDH, 28 mai 2014, <http://www.euromedrights.org/fra/2014/05/28/maroc-le-remdh-inquiet-de-la-condamnation-de-onze-jeunes-militants/>

33 Solidarité Maroc, *M20F : report au 17 juin du procès en appel des Onze du 6 avril*, 13 juin 2014, <http://solidmar.blogspot.com.es/2014/06/m20f-report-au-17-juin-du-proces-en.html>

A Imider, dans la région d'Ouarzazate, les habitants protestent depuis août 2011 contre les conséquences sociales et environnementales dévastatrices d'une mine exploitée par la Société Métallurgique d'Imider (SMI) et ont installé un camp permanent auquel tous les villages alentours ont participé, s'organisant pour maintenir une école mobile et assurer la permanence du sit-in. Plusieurs activistes ont été harcelés, arrêtés, et en octobre 2012, 5 personnes ont été condamnées en appel à des peines de 2 ans de prison avec sursis.

Un autre exemple est celui des femmes soulaliyates, membres de tribus dont le système coutumier discriminatoire les a poussées à se mobiliser. Soutenues par des associations civiles, elles étaient près de 1 000 femmes devant le Parlement en juillet 2009 et ont obtenu du ministère de l'Intérieur la reconnaissance de leur droit de bénéficier, au même titre que les hommes, des indemnités relatives aux cessions ou ventes des terres collectives, ainsi qu'une meilleure représentation dans les mécanismes coutumiers de gestion des terres collectives.

Finalement, des ONG³⁴ et le Conseil National des Droits de l'Homme (instance officielle indépendante) ont étudié les mouvements sociaux et formulé des recommandations destinées à modifier le cadre légal et améliorer les pratiques d'encadrement de la part des forces de sécurité ainsi que les mécanismes de recours en cas de violences. L'initiative de l'Appel de Rabat, qui rassemble environ 400 organisations de la société civile marocaine depuis 2013, vise à promouvoir la liberté d'association et de réunion, et a mené une large consultation à travers tout le Maroc auprès d'associations afin d'évaluer leur besoins, forces et faiblesses et de faire des propositions pour une réforme de la loi sur les associations.

34 Etude du Forum Marocain des Alternatives (FMAS), *Les mouvements sociaux au Maroc, de l'émeute à la manifestation*, 2014.

Recommandations

1. Garantir que les libertés de réunion, d'expression et d'association peuvent être exercées par tout individu ou groupe sans discrimination basée sur les opinions, origines, sexe, religion etc. ;
2. Réformer la loi 00/76 sur les réunions publiques et les manifestations en conformité avec les dispositions de la nouvelle constitution et le droit international, et les engagements pris par le Maroc ; en particulier, lever les restrictions concernant les groupes non-enregistrés officiellement et mettre fin aux entraves administratives qui empêchent certains collectifs de la société civile d'obtenir leur statut légal (voir première partie de l'Etude) ;
3. S'assurer que la procédure de déclaration prévue par la loi est transparente, accessible et peu onéreuse, et que les autorités administratives se conforment à la loi dans sa mise en œuvre ;
4. Mettre fin à certaines pratiques arbitraires de l'administration comme le refus de délivrance du récépissé de dépôt ; s'assurer que les restrictions appliquées le sont en conformité avec la loi, respectent les principes de nécessité et proportionnalité et sont communiquées par écrit aux organisateurs dans un délai permettant un recours devant un tribunal avant la date prévue pour l'événement ;
5. S'assurer que les autorités sont toujours ouvertes au dialogue avec les organisateurs (avant et pendant les rassemblements), et lorsque ce dialogue a lieu, que son objectif est bien d'améliorer la facilitation du droit de réunion pacifique ;
6. Mettre fin aux arrestations arbitraires lors de manifestations pacifiques ;
7. Garantir la sécurité et faciliter l'accès des journalistes aux rassemblements pacifiques ;
8. Adopter des règles claires, détaillées et contraignantes pour l'usage de la force contre les manifestants, en conformité avec les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois ; former les forces de l'ordre à l'utilisation de la force et des armes anti-émeutes en conséquence ;
9. Mettre en œuvre la responsabilité de l'Etat de protéger les manifestants pacifiques ; s'assurer que tout usage de la force par les forces de l'ordre suit les principes du dernier recours, de la nécessité, gradualité et proportionnalité ; s'assurer que le recours à la force létale n'est utilisé qu'en dernier ressort pour se protéger contre une menace imminente mettant en danger des vies humaines ;
10. Diligenter des enquêtes promptes, indépendantes et impartiales en cas de plainte ou d'information sur de possibles dépassements ou violations des droits de l'Homme commises par les forces de l'ordre dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre ; punir les responsables et permettre aux victimes d'obtenir réparation ainsi que des garanties de non-répétition ; à cette fin, mettre en place un mécanisme indépendant de surveillance et d'enquête sur les actions des forces de sécurité.

Introduction

« L'intégrité territoriale » du Maroc incluant le Sahara fait partie des « lignes rouges » qui limitent les libertés d'expression, de réunion et d'association. L'approche des autorités marocaines est toujours dominée par l'application d'une politique sécuritaire visant à maintenir le contrôle du territoire, contrairement aux engagements pris lors de la discussion du rapport de l'examen périodique universel du Maroc au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies en avril 2013.

Malgré les demandes réitérées de la société civile d'élargir le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO) à la protection des droits de l'Homme, la résolution du Conseil de Sécurité n° 2152 adoptée le 29 avril 2014 n'a pas répondu à ces revendications, encourageant indirectement les autorités marocaines à poursuivre leur politique répressive.

Pourtant, depuis les années 2000 la dynamique de revendication des droits au Sahara Occidental a pris de l'ampleur et s'est renforcée depuis le « printemps arabe » qui a favorisé l'apparition de nouvelles formes de contestation.

1. Restrictions imposées au droit de réunion

Les restrictions à la liberté d'association et d'expression limitent aussi la liberté de réunion au Sahara Occidental. Les autorités marocaines refusent la reconnaissance juridique d'organisations locales de droits humains ou d'associations qui soutiennent le droit à l'autodétermination. Ces organisations non légalement reconnues, comme la section de l'AMDH de Smara, d'autres organisations comme le Collectif des défenseurs sahraouis des droits de l'Homme (CODESA) ou bien encore l'Association Sahraouie des Victimes de Violations des Droits Humains (ASVDG), n'ont pas accès à l'espace public et ne peuvent se réunir que dans des lieux privés. Elles sont aussi étroitement surveillées par les autorités.

L'accès des journalistes et observateurs au Sahara Occidental est strictement contrôlé. Les journalistes marocains accrédités n'ont généralement pas accès au territoire. Les observateurs ou organisations internationales des droits de l'Homme doivent faire face à de nombreuses entraves: de nombreux cas de harcèlement ou même d'expulsion ont été dénoncés³⁵. Certains militants locaux des droits de l'Homme sont soumis à des intimidations et au harcèlement, leurs déplacements sont contrôlés, leurs maisons attaquées, leurs voitures confisquées. Ils sont aussi l'objet de campagnes médiatiques destinées à les discréditer.

2. Facilitation du droit de réunion par les autorités

Les autorités marocaines ne facilitent en rien l'exercice du droit de réunion pacifique au Sahara occidental, cherchant plutôt à étouffer la contestation, particulièrement lorsque l'attention internationale est portée sur ce territoire. Par exemple lors de la visite de l'envoyé spécial des Nations Unies au Sahara occidental en octobre 2013, la ville de Laâyoune a été encerclée par un grand nombre d'agents de sécurité afin d'empêcher les manifestations. Ils ont eu recours à des jets d'eau pour disperser les manifestants et les habitants de la ville ont été soumis par la suite à des coupures d'électricité³⁶.

35 Une délégation d'observateurs norvégiens a été expulsée de Laâyoune en décembre 2013; une délégation des parlementaires et activistes britanniques a été harcelée en février 2014 ; l'accès au territoire a été refusé à la commission ad hoc de l'UE. Voir le Rapport de CODESA, *Les violations des droits de l'Homme au Sahara Occidental depuis la résolution 2099 du CSNU*, 25 avril 2013.

36 Communiqué de la section de l'AMDH de Laayoune, 20 octobre 2013.

De nombreuses manifestations ont eu lieu en janvier 2014 : la mobilisation des jeunes sahraouis le 11 janvier à Laâyoune en solidarité avec les prisonniers politiques³⁷ ou la manifestation du 12 janvier à Laâyoune pour revendiquer le droit à l'autodétermination³⁸, mais la plupart ont été réprimées.

3. Recours à la force et à la détention

En 2013 et 2014, de nombreuses manifestations dans les principales villes du Sahara Occidental comme Laâyoune ou Smara, revendiquant le droit à l'auto-détermination, la libération des prisonniers politiques, ou la création d'un mécanisme des Nations Unies pour la protection des droits de l'Homme au Sahara Occidental, ont donné lieu à un usage excessif de la force³⁹.

En général, le déploiement des forces de l'ordre a lieu deux heures avant le début de la manifestation et la ville est assiégée, empêchant les gens d'accéder à la manifestation. Les forces de l'ordre ne suivent pas les procédures établies par la loi et recourent à la force sans avertissement ni égard pour les principes de nécessité, gradualité et proportionnalité.

Plusieurs types de forces de sécurité interviennent lors des manifestations: police en civil et en uniforme, forces auxiliaires, brigades d'interventions (militaires), gendarmes, et services de renseignements. Les autorités ont parfois eu recours à des groupes informels de civils pour réprimer ou disperser les manifestations (exemple de Gdeim Izik en 2010 et Dakhla 2011)⁴⁰.

Selon des organisations de la société civile, les forces de sécurité recourent aux jets de pierres contre les manifestants, aux bâtons en bois ou en acier, aux armes blanches, à des heurts avec les véhicules, des violences physiques visant les zones sensibles du corps (parties génitales, visage), insultes etc⁴¹.

Selon le rapport de CODESA, sur la période comprise entre le 13 avril 2013 et le 4 avril 2014, la répression des manifestations pacifiques aurait causé plus de 900 blessés dont 488 femmes, 442 hommes, 30 mineurs et 29 handicapés⁴².

Ces pratiques répressives touchent aussi les sahraouis du sud du Maroc dans plusieurs localités proche de la frontière du territoire sahraoui (Tan-tan, Tarfaya, Guelmin, Agadir, Assa...) en raison de la nature de leurs revendications. En mai 2013, une manifestation à l'occasion du 40e anniversaire de la création du Front Polisario organisée par les étudiants de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université d'Agadir a été violemment réprimée par la police, faisant une dizaine de blessés⁴³.

Lors de la dispersion forcée des manifestations et des sit-in, les manifestants font souvent l'objet d'intimidations, de mauvais traitements et des cas de torture ont été signalés⁴⁴. Les abus ont lieu dans les fourgons des agents de police, des forces auxiliaires ou de la gendarmerie, ou dans leurs locaux et centres de détention.

37 Vidéo réalisée par Equipemedia Sahara, 11 janvier 2014, <https://www.youtube.com/watch?v=VBOAHZOBmb8>

38 APSO INFO, 19 janvier 2014, <http://apsoinfo.blogspot.com.es/2014/01/em-une-semaine-de-manifestations.html>

39 Durant la période 26 Avril 2013 au 08 avril 2014 CODESA a recensé 92 manifestations pacifiques qui ont été réprimées par les services de sécurité.

40 Entretien avec Mohamed Salem Lakhal, CODESA, 28 mars 2014.

41 Ibid.

42 Rapport CODESA, op. cit.

43 Western Sahara Human Rights Watch, *Les forces marocaines ont chargé les étudiants sahraouis au 40ème anniversaire du Front Polisario*, 11 mai 2013, <http://www.wshrw.org/fr/las-fuerzas-marroquies-cargan-contra-estudiantes-saharais-en-el-40-aniversario-de-frente-polisario/>

44 Par exemple, la manifestation pacifique du 15 mai 2014 à Laâyoune: <http://www.wshrw.org/otra-manifestacion-saharai-pacifica-atacada-por-la-policia-marroqui/>; ou le cas du rassemblement pacifique de pêcheurs dans le port de Laâyoune le 11 mars 2014 pour dénoncer l'accord de pêche entre l'UE et le Maroc, où neuf pêcheurs ont été interrogés plusieurs heures et menacés de sanctions plus lourdes s'ils manifestaient à nouveau.

4. Responsabilité des forces de l'ordre

En général, les agents des forces de sécurité responsables de violences ne sont pas tenus pour responsables et les autorités ne donnent pas suite aux plaintes déposées contre eux. Parfois même ces personnes bénéficient de promotions internes, ce qui encourage cette politique répressive⁴⁵. Du 26 avril 2013 au 8 avril 2014, CODESA a reçu plus de 90 copies de plaintes, déposées par des victimes Sahraouis devant les procureurs de différents tribunaux marocains, contre des agents qui se seraient rendus responsables de violences et mauvais traitements, mais ces plaintes sont à ce jour restées sans suite.

5. Sanctions judiciaires contre les organisateurs et les participants

En raison de la non-reconnaissance légale des organisations sahraouies, les manifestations sont en général considérées comme illégales et les autorités marocaines utilisent ce prétexte pour procéder à des arrestations, pratiquement à chaque manifestation. Dans la plupart des cas, elles donnent lieu à des poursuites judiciaires. Les autorités omettent parfois d'enregistrer la date exacte de l'arrestation pour élargir la détention. Les conditions de détention sont en général très difficiles et de nombreux cas de mauvais traitements ont été dénoncés.

Les manifestants poursuivis en justice peuvent faire appel quand il ne s'agit pas de procès militaires: mais les cours d'appel comme les tribunaux de première instance n'offrent pas les garanties de procès équitables: les procès-verbaux d'interrogatoires policiers, qui peuvent contenir des « aveux » forcés, ont toujours force de preuve dans les procès au détriment de preuves matérielles et de la comparution de témoins. Enfin, l'absence d'avocat pendant les interrogatoires en garde à vue, et le manque d'accès des observateurs des droits humains au milieu carcéral isolent les détenus et créent des conditions propices aux mauvais traitements⁴⁶.

Les sanctions sont en général très lourdes, que ce soit par les tribunaux militaires ou civils. Mohamed Jgag, par exemple, a été condamné par la cour d'appel d'Agadir à un an de prison pour avoir participé à un rassemblement pacifique⁴⁷. Un autre sahraoui, Kays Hiba, arrêté le 7 octobre 2013 à Guelmim, a été condamné le 20 mars 2014 par le tribunal d'Agadir à un an de prison ferme⁴⁸. Entre le 17 novembre 2012 et le 13 mars 2014, 81 autres cas ont été déférés devant des tribunaux civils, 15 verdicts ont été prononcés allant de 1 mois à 4 ans de prison ferme⁴⁹. Depuis 2010, plus de 210 personnes sont en liberté provisoire dans l'affaire du campement de protestation de Gdeim Iziq en 2010. Ils ont été détenus pendant des périodes allant de 4 semaines à 7 mois, puis relâchés, et n'ont pas encore été jugés.

Certains activistes sahraouis ont été déférés devant des tribunaux militaires. C'est le cas de 25 civils sahraouis arrêtés à Gdeim Iziq, qui ont été condamnés par le tribunal militaire de Rabat (le 19 février 2013) pour violences lors de l'intervention des forces de sécurité pour démanteler le camp le 8 novembre 2010: 8 ont été condamnés à la prison à perpétuité, 4 à 30 ans de prison, 10 à des peines comprises entre 20 et 25 ans de prison et 2 à deux ans⁵⁰.

45 L'organisation CODESA a signalé à titre d'exemple la promotion en grade et la mutation en dehors du Sahara Occidental de deux officiels marocains faisant objet de dizaines de plaintes: Mohamed Nachti, ex-Pacha de Laayoune et Mohamed Hassouni, ex-officier de police à Laayoune/Sahara Occidental.

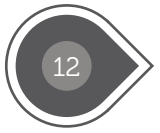
46 Amnesty International, *La torture au Maroc et au Sahara Occidental*, 29 avril 2014, <http://www.amnesty.org/en/library/asset/MDE29/004/2014/fr/5f6c8a3f-2aa1-420f-a7d8-aec6f8275c27/mde290042014fr.pdf>

47 ANHRI, 11 février 2014, <http://www.anhri.net>

48 ASDHOM, *Point hebdomadaire n°58*, 27 mars 2014, <http://asdhom.org/?p=83514>

49 ASDHOM, 5 juillet 2014, http://asdhom.org/?page_id=838

50 REMDH, février 2013, <http://www.euromedrights.org/fra/2013/06/19/proces-gdaim-izik-rapport-dobservation/>



L'annonce par le gouvernement marocain le 14 Mars 2014 de la modification de la loi visant à interdire la comparution de civils devant les tribunaux militaires est un pas dans la bonne direction mais il a été accueilli avec scepticisme par les militants des droits de l'Homme. Le projet de loi comprendra un examen des dispositions de l'article 3, qui retient une définition assez vague qui octroie aux tribunaux militaires la compétence sur les civils en cas de « guerre contre les institutions de l'Etat ou la sécurité de personnes ou de capitaux » ou dans les cas de tentatives de reverser le régime ou de saisir une partie du territoire national par force⁵¹.

51 CIHRS, 20 mars 2014, <http://www.cihrs.org/?p=8247&lang=en>

Les mêmes recommandations sont adressées aux autorités marocaines à propos du territoire du Sahara Occidental, ainsi que des recommandations spécifiques :

1. Mettre en œuvre en toutes circonstances les obligations incombant au Maroc en tant que puissance occupante du territoire du Sahara Occidental en application du droit international des droits de l'Homme et du droit international humanitaire ;
2. Garantir que les libertés de réunion, d'expression et d'association peuvent être exercées par tout individu ou groupe sur le territoire du Sahara occidental sous administration marocaine même lorsque les vues exprimées sont critiques de la politique des autorités marocaines;
3. Lever les obstacles administratifs et politiques qui empêchent les associations de défense des droits humains et autres associations sahraouies d'obtenir leur statut légal ;
4. Mettre fin aux arrestations arbitraires lors de manifestations pacifiques ainsi qu'au harcèlement judiciaire des activistes revendiquant leur droit à manifester pacifiquement ;
5. Mettre en place un mécanisme indépendant de surveillance et d'investigation des actions des forces de sécurité au Sahara Occidental ; diligenter des enquêtes promptes, indépendantes et impartiales en cas de plainte ou d'information sur de possibles violations des droits de l'Homme commises par les forces de l'ordre dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre, punir les responsables et permettre aux victimes d'obtenir réparation ainsi que des garanties de non-répétition ;
6. Mettre fin aux procès militaires intentés contre des civils et réviser les procédures et les condamnations prononcées par ces juridictions contre des manifestants sahraouis car elles n'offrent pas les garanties d'indépendance et d'impartialité requises pour un procès équitable selon le droit international ;
7. Faciliter la mise en place de mécanismes internationaux permanents de surveillance des droits humains au Sahara occidental.